



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Dérapage dans l'aide internationale :

#### LE CISO, la FTQ, la CSN et la CSQ INTERPELLENT LE GOUVERNEMENT HARPER

**Montréal, 13 novembre 2012** – Les nouvelles orientations du gouvernement Harper en matière d'aide publique au développement entravent sérieusement les efforts de coopération internationale alors que depuis 2010 tous les projets présentés par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) ont été rejetés et aucun projet soumis par les organisations syndicales à l'ACDI n'a obtenu de financement.

Le CISO la FTQ, la CSN et la CSQ ont profité de la tenue de la 16<sup>e</sup> édition des Journées québécoises de la solidarité internationale pour dénoncer aujourd'hui en conférence de presse, à Montréal, les conséquences des orientations du gouvernement Harper dans le domaine de la coopération internationale.

Selon les porte-parole des organisations, Michèle Asselin, coordonnatrice du CISO, ainsi que les présidents de la FTQ, Michel Arseneault, et de la CSN, Jacques Létourneau, et la présidente de la CSQ, Louise Chabot, la situation est telle que la survie du CISO est aujourd'hui menacée alors que les actions syndicales en coopération internationale sont sérieusement entravées. Les conséquences sont lourdes également pour de nombreuses organisations syndicales et de défense des droits du Sud avec lesquels s'étaient tissés de forts liens de solidarité.

#### **Entrave à la coopération internationale**

Le CISO et les organisations syndicales déplorent que depuis que le gouvernement Harper est au pouvoir, il n'a cessé de réduire l'aide au développement international. Dans son dernier budget, il annonçait des coupures à l'ACDI de 319 millions de dollars pour les trois prochaines années, soit 8 % de son budget actuel! Les partenariats entre l'ACDI et les organismes de coopération internationale (OCI) sont désormais soumis à un système concurrentiel d'appels de propositions.

« Ce modèle contredit l'essence même d'une relation de partenariat, laquelle tire son efficacité de l'accompagnement à long terme, de la prévisibilité et de la sensibilité aux besoins. En instaurant cette nouvelle approche, qui lui laisse toute liberté de restreindre le financement à des domaines précis, le gouvernement ne tient plus compte des perspectives des partenaires du Sud. Qui plus est, l'obligation nouvelle de proposer des projets qui s'inscrivent dans les plans des gouvernements locaux signifie que les OCI ne sont pas traités comme des acteurs du développement qui mettent en place des approches novatrices, mais comme de simples sous-traitants », rappellent les porte-parole des organisations.

#### **Une aide au développement au profit des minières et des groupes religieux**

D'autre part, le CISO et les organisations syndicales questionnent sérieusement le bien-fondé de la nouvelle philosophie qui guide désormais les politiques de l'ACDI touchant le développement international.

... verso

« Les nouvelles politiques de l'ACDI sont de plus en plus marquées par les impératifs de la politique étrangère et commerciale du Canada et cherchent à associer de plus en plus le secteur privé – en particulier les entreprises minières canadiennes – au développement international. Mais pourquoi privilégier le développement des lucratives entreprises extractives? L'aide publique au développement devrait-elle servir à améliorer la croissance économique du Canada? », se demandent les porte-parole du CISO, de la FTQ, de la CSN et de la CSQ.

Selon ces derniers, cette nouvelle façon de faire pousse l'ACDI dans des liaisons dangereuses lorsqu'on connaît le bilan désastreux de certaines entreprises canadiennes en matière de respect des droits humains et de l'environnement. Et comme si ce n'était pas suffisant, une autre situation alarmante est soulevée alors que l'ACDI financerait également davantage les actions de groupes à caractère religieux.

Une telle vision du développement s'éloigne définitivement de celle fondée sur la coopération, la solidarité et la reconnaissance du droit et des droits (individuels et collectifs) – rempart fondamental contre la pauvreté, les injustices, la guerre et la violence – que partage l'ensemble des syndicats québécois.

#### **Rétablir un dialogue constructif**

En réaction à cette situation, le CISO, la FTQ, la CSN et la CSQ enjoignent le gouvernement Harper à rétablir un dialogue constructif et ouvert avec les organismes de coopération et de solidarité internationale afin de réorienter les politiques de l'aide publique au développement.

« Le gouvernement devrait s'appuyer sur l'expertise et les partenariats développés par les OCI pour développer ses programmes. Il devrait mettre l'accent sur l'appui à la société civile, actrice incontournable du développement. L'aide publique au développement devrait contribuer à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les peuples, à la reconnaissance des droits individuels et collectifs, au renforcement de la démocratie et à la protection de l'environnement », recommandent le CISO, la FTQ, la CSN et la CSQ.

Nos organisations réclament également que le gouvernement Harper annule les coupures annoncées à l'ACDI et qu'il respecte l'engagement du Canada à porter le taux de sa contribution à l'aide au développement à 0,7 % du PNB.

Pour information : CISO : Michèle Asselin, 514 754-3795 (cellulaire)  
FTQ : Jean Laverdière, 514 893-7809 (cellulaire)  
CSN : Jacqueline Rodrigue, 514 773-0060 (cellulaire)  
CSQ : Claude Girard, 514 237-4432 (cellulaire)